

Au Royaume-Uni, le renouveau du parc nucléaire dans l'impasse

Après Toshiba, Hitachi abandonne son projet de centrale à Wylfa, au Pays de Galles, jugé trop cher. EDF est l'un des derniers acteurs en lice

LONDRES - *correspondance*

Hitachi a enfoncé un clou de plus dans le cercueil du renouveau du nucléaire britannique, mercredi 16 septembre. Le groupe japonais a annoncé formellement l'abandon de son projet de centrale à Wylfa, au Pays de Galles. En cause : la « *rationalité économique* » du projet, qui était trop cher et trop risqué à financer.

Cet abandon est un désaveu de plus pour une filière nucléaire qui accumule les déboires au Royaume-Uni. Il y a douze ans, alors que la grande majorité des huit sites nucléaires britanniques en fonctionnement doivent fermer d'ici à 2030, le gouvernement britannique avait présenté l'ambition d'un grand renouvellement. Il comptait faire ce qu'aucun autre pays n'avait tenté : construire des centrales nucléaires entièrement financées par le secteur privé.

« Six sites avaient été désignés, rappelle Paul Dorfman, de l'Institut sur l'énergie de l'University College London. *Aujourd'hui, trois ont été abandonnés et deux autres sont mal partis.* » Le seul projet en cours de construction est l'EPR d'EDF Hinkley Point C, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

En signe de protestation

Outre le retrait d'Hitachi (qui avait aussi le site d'Oldbury, dans l'ouest de l'Angleterre, également abandonné), Toshiba avait déjà jeté l'éponge en 2018. Pendant des années, sa filiale Westinghouse avait étudié avec le français Engie un projet de centrale dans le nord de l'Angleterre. Là encore, le financement s'était révélé l'obstacle incontournable.

Le renouveau du parc nucléaire britannique se heurte au prix des centrales Hinkley Point C, où sont construits deux réacteurs, doit coûter autour de 25 milliards

deuros, selon les dernières estimations officielles. Le bouclage du financement de ce chantier avait été dantesque. Du côté d'EDF, le directeur financier avait démissionné en signe de protestation, et il avait fallu faire venir le chinois CGN, qui avait accepté d'en payer le tiers, pour trouver l'argent.

Du côté britannique, l'Etat avait accepté de signer un contrat hors norme : Hinkley Point C a reçu la garantie de vendre son électricité pendant trente-cinq ans à 92,50 livres sterling (101 euros) par mégawatt-heure, soit plus de deux fois le prix du marché. Certes, EDF et CGN prennent intégralement en charge le risque de la construction, y compris les éventuels retards et surcoûts, mais le prix exorbitant a provoqué une levée de boucliers au Royaume-Uni.

Désormais, le gouvernement britannique est clair : plus jamais il ne signera un tel contrat. Soit la

prochaine centrale sera moins chère, soit elle ne sera pas.

C'est dans ce contexte qu'il reste deux autres projets de centrales, EDF espère en construire une à Sizewell (est de l'Angleterre), tandis que CGN souhaite en fabriquer une de sa propre technologie à Bradwell (même région). Dans les deux cas, l'affaire est mal partie.

Partager les risques

Pour ce qui concerne Bradwell, les tensions politiques avec Pékin rendent l'idée d'un feu vert de Londres très improbable. Difficile d'imaginer que la Chine puisse entrer dans le nucléaire occidental, alors qu'une technologie comme la 5G est déjà sujette à controverse.

Reste Sizewell Point C, où le problème est financier. EDF promet que cette réplique de Hinkley Point C sera moins chère, grâce aux économies d'échelle. Mais les déboires des projets de Flaman-

ville (Manche), en France, font douter de cet engagement. Et par ailleurs, l'électricien français, incapable de payer lui-même, négocie avec le gouvernement britannique pour trouver un accord d'un nouveau genre.

Plutôt que laisser à EDF tous les risques de construction, l'Etat pourrait accepter de les partager. En échange, l'électricien français se montrerait moins gourmand et réclamerait un prix de l'électricité moins élevé.

Désormais, toute l'industrie attend le livre blanc que le gouvernement doit publier à l'automne, donnant les grandes lignes de sa politique de production d'électricité. Mais même s'il se dit très favorable au nucléaire, est-ce que cela suffira à boucler un financement pour Sizewell Point C ? « Le problème est que le coût du nucléaire est devenu prohibitif », souligne M. Dorfman. L'exploration de la centrale de Fukushima

en 2011 a abouti sur de nouvelles exigences de sécurité de la part des régulateurs, augmentant le prix des travaux. Dans le même temps, les énergies renouvelables sont devenues très compétitives.

EDF réplique qu'une base permanente est nécessaire, pour assurer la production électrique quand le vent ne souffle pas ou que le soleil ne brille pas. L'électricien français tente aussi de retourner le retrait d'Hitachi en sa faveur, soulignant qu'il présente actuellement le dernier grand projet viable permettant de sauver la filière nucléaire au Royaume-Uni. « A moins que Sizewell C, une réplique de Hinkley Point C, ne reçoive le feu vert, il y a un sérieux risque pour l'avenir de la capacité de construction de nucléaire civil au Royaume-Uni et les dizaines de milliers d'emplois qui vont avec », souligne Cameron Gilmour, le porte-parole du consortium Sizewell C. ■

ERIC ALBERT

le Monde

18/9/2020

VI

><

><

2